



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 22 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, Cinéma le Zoetrope, après convocation légale en date du , sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, Mme GIROTTI, M. CARREAU, Mme MERCHADOU, M. SABOURAUD, M. SERAFFON, Adjoint, M. DURANT, Mme BAUDERE, M. GADRAT, M. RIMARK, Mme DUBOURG, Mme THEUIL, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSE, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, M. CHEVALIER, M. CASTETS, Mme HIMPENS, M. RENAUD, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

Etaient absents:

M. ELIAS, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. RIMARK est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 25

Pour : 24

Contre : 1

Abstention : 0

20 – INSTITUTION D'UNE TAXE ANNUELLE SUR LES FRICHES COMMERCIALES - MODIFICATION N°1

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Par délibération du 17 septembre 2019, le Conseil Municipal a instauré une taxe annuelle sur les friches commerciales

L'objectif de cette taxe est de lutter contre la problématique des locaux commerciaux vacants et ainsi revitaliser le centre-ville. Il s'agit notamment de l'ensemble des cours (du Rond Point du Chapon Doré à la Place du Rat), ainsi que les rues Neuve, Saint Simon et Saint Sauveur, les places de la Victoire, de la Citadelle et Rabolte. Les lieux concernés seront réajustés tous les ans.

Les services de la fiscalité directe locale de la DRFIP souhaitent, afin de mettre en application cette taxe, que la commune précise le taux appliqué (légal ou majoré), non précisé dans la délibération initiale.

Dans le cadre de sa politique volontariste en termes de dynamisme économique, l'application du taux majoré est le choix nécessaire pour répondre à cet objectif.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- D'appliquer le taux majoré de 20% la première année, de 30% la seconde année et de 40% à compter de la troisième année d'imposition,
- D'autoriser M le Maire à notifier cette décision aux services préfectoraux et à communiquer chaque année à l'administration fiscale, avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

La commission n°6 (Finances / Ressources Humaines) s'est réunie le 14 septembre 2020 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 29/09/20
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20200922-63026-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Madame Béatrice SARRAUTE

